XXII INTRODUCTION

M. Pearson est demeuré le principal membre de l'équipe gouvernementale chargée de formuler la politique étrangère. En son absence, le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, Paul Martin, continuait de le représenter au sein du Cabinet et à l'étranger. Au cours de l'automne 1956, M. Martin, a effectué une visite en Asie du Sud et en Indochine. Ce voyage l'a profondément marqué et a longtemps influencé son opinion sur le communisme asiatique. [Document 673] Parmi les autres ministres dotés d'importantes responsabilités en matière de politique étrangère figuraient Ralph Campney, le ministre de la Défense nationale, C.D. Howe, le puissant ministre du Commerce, ainsi que Walter Harris, ministre des Finances et principal candidat dans la course non officielle pour la succession de M. Saint-Laurent.

Au cours des dix-huit derniers mois de son mandat de secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Pearson a pu tirer parti des conseils du groupe de hauts fonctionnaires expérimentés avec lesquels il travaillait en étroite collaboration depuis des années. Jules Léger continuait d'exercer les fonctions de sous-secrétaire d'État aux Affaires extérieures, avec l'aide de son adjoint, R.M. Macdonnell. Il y a eu toutefois des changements importants au niveau des sous-secrétaires adjoints. À la fin de 1955, W.D. Matthews, ministre auprès de la Suède et de la Finlande, a été promu soussecrétaire adjoint. En juin 1956, John Watkins est rentré de son affectation comme ambassadeur en Union soviétique et a été nommé sous-secrétaire adjoint en remplacement de Jean Chapdelaine qui a succédé à Matthews comme ministre auprès de la Suède et de la Finlande. En décembre 1956, Marcel Cadieux est devenu soussecrétaire adjoint et jurisconsulte à la place de Max Wershof qui est devenu représentant permanent à Genève auprès de l'Office européen des Nations Unies. Et finalement, en avril 1957, Douglas LePan qui avait terminé son travail de secrétaire auprès de la Commission royale d'enquête sur les perspectives économiques du Canada a été promu au poste de sous-secrétaire adjoint. Seul John Holmes est demeuré sous-secrétaire adjoint pendant toute la période couverte par le présent volume.

Jusqu'à la fin du printemps 1957, il n'y a eu aucun changement dans la représentation du Canada dans les principales missions à l'étranger. Dana Wilgress demeurait aux postes de représentante permanente du Canada auprès du Conseil de l'Atlantique Nord et de représentante auprès de l'Organisation pour la coopération économique européenne. Norman A. Robertson était resté à Londres en qualité de Haut-commissaire du Canada en Grande-Bretagne jusqu'en mai 1957, lorsqu'il avait remplacé Arnold Heeney au poste d'ambassadeur à Washington. M. Heeney est retourné à Ottawa pour devenir président de la Commission de la Fonction publique. Georges Vanier est demeuré à son poste d'Ambassadeur du Canada en France.

Comme les autres volumes de cette série publiés récemment, le volume 23 repose surtout sur les dossiers du ministère des Affaires étrangères et du Bureau du Conseil privé. Au besoin, ils ont été étoffés par des documents privés appartenant à des ministres du Cabinet et à des hauts fonctionnaires, ainsi que par des dossiers des ministères de la Défense nationale, des Finances, de la Citoyenneté et de l'Immigration, et du Commerce. Pour préparer ce volume, j'ai pu avoir complètement accès aux dossiers du ministère des Affaires étrangères et largement accès à d'autres collections. Une liste complète des archives consultées pour la préparation de ce volume est présentée à la page xxvii.

Les documents sont choisis conformément aux principes généraux définis dans l'Introduction au volume 7 (pp. ix-xi), tels que modifiés dans l'Introduction au volume